

Montreuil, le 3 janvier 2017

Aux membres de la Commission exécutive de l'UGFF
Aux syndicats et aux unions de syndicats
Au collectif retraité de l'UGFF

Copie aux fédérations et à Pascal Bouvier, référent confédéral de l'UGFF

Objet : Brève note au sujet de l'actualité revendicative.

Chères Camarades, Chers Camarades ;

Comme vous le savez, une réunion de la commission exécutive de l'UGFF et des organisations (syndicats, unions de syndicats, fédérations) a été organisée le 14 décembre 2016 (matin).

Une réunion de la commission exécutive de l'UGFF a été organisée les 14 (après-midi) et 15 décembre 2016.

Conformément aux débats et aux décisions prises lors de ces réunions, nous vous adressons une brève note au sujet de l'actualité revendicative.

Les décisions suivantes ont été prises :

Droits et libertés

- a) Rédaction d'une nouvelle expression de la commission exécutive de l'UGFF en soutien à Mylène Palisse (Cette expression a été rédigée et rendue publique le 15 décembre. Elle a été portée à la connaissance des organisations).

Nous nous permettons d'insister sur l'importance de signer et de faire signer la pétition (disponible sur le site Internet de l'UGFF) avec un objectif de 10 000 signatures pour le mois de janvier 2017, car la décision finale du ministre de la justice devrait intervenir dans le courant de ce mois.

- b) Le bureau de l'UGFF va organiser une réunion de travail, ouverte aux membres de la commission exécutive et aux organisations, sur les enjeux posés par la prolongation de l'état d'urgence, la déclinaison régressive dans de nombreux secteurs professionnels de la loi déontologie, leurs conséquences sur l'évolution et les conditions d'exercice des missions publiques ainsi que sur les droits et les obligations des agents publics, la multiplication des attaques portées contre les militantes et les militants syndicaux.

Rappel : Dans une note en date du 5 décembre 2016, les membres de la commission exécutive et les organisations de l'UGGG ont été invités à signer et à faire signer la pétition initiée pour obtenir le retrait du code de déontologie de l'inspection du travail.

Enjeux Fonction Publique : dans un contexte qui est et qui restera caractérisé par la poursuite des attaques portées à l'encontre des politiques publiques, des services publics, des personnels des trois versants de la Fonction Publique, plusieurs décisions ont d'ores et déjà été prises afin de construire un processus de mobilisation inscrit dans la durée :

- c) Organisation d'une journée d'études, le 24 janvier 2017, dans le patio de la CGT, au titre de la célébration du 70^{ème} anniversaire de la loi du 19 octobre 1946.

Cette journée de débats s'inscrit pleinement dans la bataille de toute la CGT pour la défense et l'amélioration des dispositions du Statut général des fonctionnaires.

Elle fera l'objet de déclinaisons territoriales et professionnelles. Les dimensions et les formes de telles déclinaisons restent à définir.

Les éléments de cette journée d'études seront intégrés dans le plan de formation syndicale proposé par l'UGFF au titre de l'année 2017.

- d) La rédaction d'un « livre blanc » et d'un projet syndical -dans un cadre unitaire- dédiés à la Fonction Publique a été entérinée.

Dans ce sens, une première réflexion a d'ores et déjà été engagée par la CGT Fonction Publique.

Ce livre blanc et ce projet syndical reposera sur une démarche syndicale articulant critiques des réformes engagées et envisagées, élaboration et mise en débat, avec les personnels et les citoyens de propositions et de revendications alternatives.

Plusieurs items sont d'ores et déjà envisagés : La Fonction Publique au service de la population, Le statut général au service des citoyens, L'emploi public au service des missions publiques, Le pouvoir d'achat au service de la justice et de l'économie, Un budget au service de l'intérêt général...

- e) La CGT Fonction Publique a décidé d'inviter les organisations syndicales de la Fonction Publique à une réunion unitaire qui se déroulera le 10 janvier 2017.

Plusieurs propositions seront soumises par la CGT Fonction Publique lors de cette réunion unitaire :

- Co-rédaction de ce livre blanc et de ce projet syndical avec les organisations syndicales qui le souhaiteront.
- Construction d'un processus d'action transversale sous la forme de la grève et de manifestations (7 mars 2016).

Les modalités de construction de ce processus d'action feront l'objet d'une note adressée à la Confédération et aux organisations territoriales de la CGT.

- f) A minima, un premier tract CGT sur les enjeux Fonction Publique et le processus d'actions sera rédigé et rendu public au cours de la première quinzaine du mois de janvier 2017.

Enjeux Fonction Publique et activité revendicative confédérale

g) Livret Confédéral Service Public.

Le collectif de travail confédéral « Service Public et Politiques Publiques » piloté par Alexandra Meynard, membre de la commission exécutive confédérale, a été réuni à deux reprises : les 30 novembre et 21 décembre 2016.

Parmi les premières décisions prises, il a été notamment décidé de procéder à la rédaction d'un livret confédéral dédié au service public (« commande » de la commission exécutive confédérale et appuyée par le CCN du mois de novembre 2016).

Le plan de ce livret a été élaboré et le travail de rédaction est en cours. La rédaction de ce livret devrait être achevée pour le mois de mars 2017 au plus tard.

Ce livret doit servir pour nourrir le débat public, les processus de lutte et de mobilisation, à la hauteur des enjeux posés : la défense, la reconquête et le développement des services publics.

h) Avis du CESE.

Rappel : Saisi par l'ancien Premier ministre Emmanuel VALLS, le CESE est en train d'élaborer un avis sur l'évolution de la Fonction Publique.

Le groupe CGT du CESE a décidé de mettre en place un groupe de travail composé de différentes fédérations dont l'UGFF.

Les membres de la commission exécutive et les organisations de l'UGFF seront tenus informées de l'avis et des préconisations du CESE. L'avis du groupe CGT sera bien sûr aussi porté à la connaissance des membres de la commission exécutive et des organisations.

Assises nationales de l'Industrie

Le CCN du mois de novembre 2016 a validé la tenue d'assises nationales de l'industrie à la date du 22 février 2017 à la Cité de l'industrie à Paris (objectif de participation : réunir 1 000 militants des professions et des territoires). Ces assises serviront aussi à l'impulsion d'une campagne confédérale inscrite dans la durée sur la reconquête industrielle avec un premier temps fort de mobilisation le 21 mars 2017 dans laquelle l'UGFF s'inscrira.

Un livret confédéral intitulé « L'urgence d'une reconquête industrielle » a été rendu public. IL a été porté à la connaissance des organisations de la CGT.

Nous attirons l'attention sur la dimension politiques publiques / services publics a été intégrée dans l'élaboration de ce livret.

Une réunion de travail ouverte aux membres de la commission exécutive et aux organisations de l'UGFF sera organisée afin d'examiner les modalités de participation et de contribution de l'UGFF à ces assises, à la campagne confédérale et à la mobilisation du 21 mars.

Il conviendra aussi d'examiner les modalités de commandes et de diffusion du livret confédéral Industrie.

A noter :

- Le collectif de travail confédéral « Service Public et Politiques Publiques » envisage de construire une expression qui pourrait s'intituler « Pas d'Industrie sans Service Public / Pas de Service Public sans Industrie ».
- Plusieurs articles ont été publiés dans le supplément du journal « Fonction Publique » dédié à la question de l'appareil d'Etat.

Journée du 8 mars 2017 pour les droits des femmes

Un travail unitaire est en cours d'élaboration afin de faire de la journée du 8 mars une journée de mobilisation la plus conséquente possible, y compris par la grève et les manifestations.

Une réunion de travail ouverte aux membres de la commission exécutive et aux organisations sera organisée afin de définir les modalités d'inscription de l'UGFF dans cette journée.

Vous souhaitant bonne réception de la présente note,
Fraternellement,



Jean-Marc Canon,
Secrétaire Général de l'UGFF